

STC

23 MAI 1991

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.

Runie exactement le 11 Octobre 1991 à 17 heures de la société à responsabilité limitée "Antenne de Thymerais", 28170 Châteauneuf en Thymerais.

Il a été tenu cent quatre vingt onze, le 10 Octobre 1991 à 17 heures, les associés de la société à responsabilité limitée "Antenne de Thymerais" au capital de 50 000Fr. divisé en 500 parts de 100Fr. chacune. Le soit l'assemblée générale ordinaire au siège social 7, rue de Vernueil, 28170 Châteauneuf en Thymerais, sur convocation émanant de la gérance par lettre recommandée avec preuve de réception, et par lettre simple adressées le 1 Octobre 1991 à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence qui a été remplie par chaque associé de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Blauville Eric gérant. Madame Courbe Christelle est désignée comme secrétaire.

Le président constate que sont présents :

* M. Blauville Eric, propriétaire de 250 parts demeurant 7, rue de Vernueil, 28170 Châteauneuf en Thymerais.

* Mme Courbe Christelle, propriétaire de 250 parts, demeurant 7, rue de Vernueil, 28170 Châteauneuf en Thymerais.

Total des parts des associés présents : 500 parts.

La feuille de présence certifiée exacte par le président permet de constater que les associés présents possèdent 500 parts sociales, soit plus de 2/3 des parts sociales.

L'assemblée étant ainsi en nombre la délibérer valablement est possible et les décisions prises sont valides.

Le président dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses collègues :

Les copies et les récépissés relatifs aux lettres recommandées adressées aux associés :

* la feuille de présence de l'assemblée.

* le rapport de la gérance.

Puis Monsieur le Président déclare que le texte des résolutions proposées, ainsi que le rapport ci-dessus cité, ont été adressés aux associés au même temps que l'avis de convocation et ont été mis à leur disposition au siège social depuis ce moment.

EB

9103127
05-95
en date du
1974
Lettre Bloché



PROJET DE RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

REUNIE EXTRAORDINAIREMENT.

Réunion du 18 Octobre 1991 à 17 heures de la société à responsabilité limitée "Automarché du Thymerais" au siège social 7, rue de Verneuil, 28170 Châteauneuf en Thymerais.

Le gérant, Monsieur Blanville Eric, de la société à responsabilité limitée "Automarché du Thymerais", au capital de 50 000Fr, divisé en 500 parts de 100Fr chacune, soumet à messieurs, Mesdames les associés le projet de résolution suivant :

- * modification de l'article 8 des statuts de la SARL, ayant pour objet les périodes de début et de clôture de l'exercice social.

La rédaction actuelle est la suivante : article 8 : "exercice social". Il commence le 1 Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au RCS (Registre du Commerce et des Sociétés), et se terminera le 31 Décembre 1991. Les opérations prévues à l'article 36 seront rattachées au premier exercice social.

Il est donc proposé la nouvelle rédaction suivante de l'article 8 des statuts de la société : article 8 : exercice social. Il commence le 1 Septembre et se termine le 31 Août de l'année suivante.

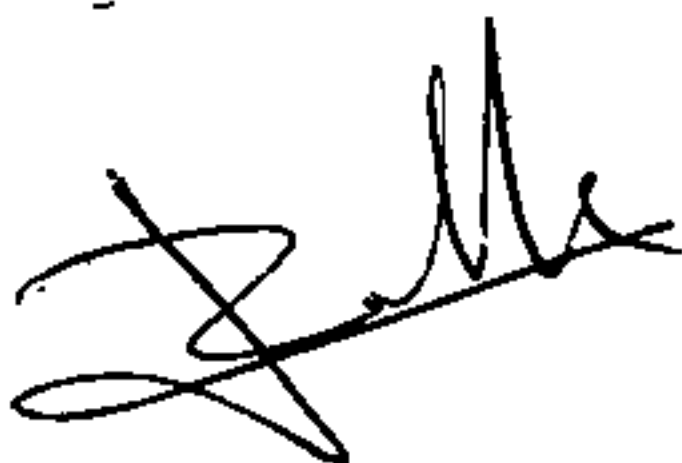
Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au RCS, et se terminera le 31 Août 1992.

Les opérations prévues à l'article 36 seront rattachées au premier exercice social.

- * donne pouvoir au gérant de la société, Monsieur Blanville Eric, afin d'accomplir les formalités légales liées à la modification des statuts.

Fait à Châteauneuf, le 1 Octobre 1991.

Mr Blanville Eric
Le gérant.



RAPPORT DU GERANT.

Rapport du gérant, Monsieur Blanville Eric, à l'assemblée générale extraordinaire des associés convoqués le 18 Octobre 1991.

Monsieur Blanville Eric, demeurant 7, rue de Verneuil, 28170 Châteauneuf en Thymerais, gérant de la société "Automarché du Thymerais", au capital de 50 000Fr, divisé en 500 parts de 100Fr chacune, propose la modification de l'article 8 des statuts concernant l'exercice social.

Les formalités d'immatriculation datant de début Septembre 1991, l'exercice de la société à responsabilité limitée "Automarché du Thymerais" aurait été de 3 mois. Cette courte période liée au démarrage de l'activité de l'entreprise n'auraient pas été révélatrice et aurait entraîné un surcoût pour l'entreprise. Il a donc été proposé à Messieurs, Mesdames, les associés, une modification des dates d'exercice, et par la même des statuts.

Les associés peuvent donc se référer au projet de résolution joint avec l'avis de convocation à l'assemblée générale extraordinaire convoquée le 18 Octobre 1991.

Messieurs, Mesdames les associés, veuillez agréer, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Châteauneuf, le 1 Octobre 1991.

Mr Blanville Eric
Le gérant.



23 MAI 1995

statut mis à jour 24.05.95

AUTOMARCHE DU THYMER AIS
Z.I. SAINT-AMOULT
28170 CHATEAUNEUF-EN-THYMER AIS
Tél. 37.51.83.16
R.C.S. 382 690 006

STATUTS

NOM DE LA SOCIETE : S.A.R.L. AUTOMARCHE DU THYMER AIS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000,00 Francs.
Siège Social : Zone Industrielle Saint-Amoult 28170 CHATEAUNEUF-EN-THYMER AIS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Eric BLANVILLE, né le 19/07/65 à MEUDON (92)
demeurant 7, Route de Verneuil à CHATEAUNEUF-EN-THYMER AIS 28170

d'une part,

Madame Christelle COURBE, née le 06/06/68 à CHARTRES (28)
demeurant 7, Route de Verneuil à CHATEAUNEUF-EN-THYMER AIS 28170

d'autre part,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée qu'ils décident d'instituer.

ARTICLE 1 : Forme

La société est de forme à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 : Objet

La société a pour objet, en tous pays, Import/Export, par toutes voies directes ou indirectes, même sous forme de participations : Achat, Vente, Remorquage de véhicules et matériels divers, et plus généralement toutes opérations techniques, industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières et foncières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement, et ce en tous pays.

EB

CC

ARTICLE 3 : Dénomination sociale

La société prend pour dénomination : AUTOMARCHE DU THYMERAI

Enseigne : AUTOMARCHE DU THYMERAI

Elle sera suivie ou précédée dans tous les documents la concernant de la formule "société à responsabilité limitée" ou S.A.R.L., avec l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : Siège Social

Le Siège Social est situé : Zone Industrielle de Saint-Arnoult 28170 CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI.
Il pourra être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance; et partout ailleurs par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au Registre du Commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

ARTICLE 6 : Apports

Les soussignés ont fait apport à la société des sommes en numéraire, ci-après désignées :

Monsieur Eric BLANVILLE : 25.000,00 Francs

Madame Christelle COURBE : 25.000,00 Francs

Ladite somme a été déposée à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI - CREDIT AGRICOLE
sur un compte bloqué, ouvert au nom de la société en formation, sous le numéro

ARTICLE 7 : Capital Social

Le capital social est fixé à 50.000,00 Francs, divisé en 500 parts de 100,00 Francs chacune, entièrement souscrites, libellées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs :

Monsieur Eric BLANVILLE : 250 parts,

Madame Christelle COURBE : 250 parts,

soit au total 500 parts.

EB

CC

ARTICLE 8 : Exercice Social

Il commence le 1^{er} ~~SEPTEMBRE~~ et se termine le 31 ~~AOÛT~~ de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et se terminera le 31/08/92. Les opérations prévues à l'article 36 seront rattachées au premier exercice social.

ARTICLE 9 : Droits, Responsabilités et Obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit :

- a) à une voix dans tous les votes et délibérations;
- b) à une fraction proportionnelle au nombre de parts créées, quels que soient leur époque de création et le régime fiscal, dans l'actif social et les bénéfices.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions régulières des associés. Sauf exception légale, chaque associé n'est responsable qu'à concurrence du montant des parts qu'il possède.

ARTICLE 10 : Indivisibilité des Parts Sociales

Chaque part est détenue par un seul propriétaire. Les indivisaires, ayants-cause ou héritiers sont tenus de se faire représenter par l'un d'eux, considéré comme seul propriétaire. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

ARTICLE 11 : Cessions et Transmissions des Parts Sociales

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Conformément à l'article 1690 du Code Civil, elles ne seront opposables à la société qu'après signification faite par elle dans un acte authentique. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants et descendants. De plus, elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté entre époux, que ce soit par décès, divorce, séparation de corps ou changement de régime matrimonial. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés en nombre, représentant au moins les trois quarts du capital social. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, ou la liquidation judiciaire d'un associé.

ARTICLE 12 : Nomination et Pouvoirs des Gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non. En cas de pluralité d'associés, ils sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social.

CB

CC

Monsieur Eric BLANVILLE est nommé Gérant de la société.

Monsieur Eric BLANVILLE déclare accepter les fonctions de Gérant et n'être frappé d'aucune interdiction lui empêchant de les exercer.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la société. Vis-à-vis des tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue aux associés. Le gérant peut sous sa responsabilité personnelle conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tout mandataire de son choix pour des opérations déterminées.

ARTICLE 13 : Durée des Fonctions des Gérants

Ils peuvent être nommés pour une durée indéterminée. Les gérants peuvent renoncer à leur fonction en prévenant le ou les associés trois mois à l'avance. Le ou les gérants, sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés, représentant plus de la moitié du capital social. Toute clause contraire est réputée non écrite. A la demande de tout associé, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime. La révocation sans juste motif peut donner lieu à dommages et intérêts.

Le gérant pourra recevoir un traitement fixe et/ou proportionnel dont le montant et les modalités seront déterminés ultérieurement par décision ordinaire de l'associé unique ou des associés.

ARTICLE 14 : Commissaires aux Comptes

L'associé unique, ou les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux comptes par une décision ordinaire. De plus, cette désignation devient obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret. Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

ARTICLE 15 : Décision des Associés

L'associé unique exerce seul les pouvoirs que confèrent la loi et les statuts de la société à la collectivité des associés. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises en assemblée, ou par consultation écrite, à la diligence de la gérance.

1) - Assemblées

En cas de pluralité d'associés, ceux-ci sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant clairement les questions à l'ordre du jour. La discussion ne peut porter que sur les questions à l'ordre du jour. En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Il peut toutefois se faire représenter pour la totalité de ses parts sociales par un autre associé ou par son conjoint. Toute personne morale pourra se faire représenter par un mandataire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal mentionnant la date et le lieu de la réunion, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents ou rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Le procès-verbal d'assemblée est établi par le gérant sur un registre spécial, coté et paraphé par l'autorité légalement habilitée à cet effet, et tenu au siège social.

EB

CC

2) - Consultation écrite

En cas de pluralité d'associés, la gérance adresse, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chacun des associés le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour répondre à chaque résolution par les mots "oui" ou "non".

Tout associé n'ayant pas régulièrement voté dans le délai imparti est considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès-verbal de la délibération est établi par le gérant selon les formes indiquées pour les procès-verbaux d'assemblée, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

ARTICLE 16 : Nature des décisions Collectives

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont de deux types :

1) - Décisions ordinaires :

Ce sont les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires sauf exceptions prévues par la loi.

Elles ont notamment pour objet :

- d'approuver les comptes annuels,
- d'autoriser la gérance à effectuer certaines opérations,
- de nommer, le cas échéant, le Commissaire aux comptes,
- d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Elles ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité de plus de la moitié des parts sociales, ou, en deuxième consultation des votes émis, toutefois non inférieure au quart du capital.

2) - Décisions extraordinaires :

Ce sont les décisions des associés portant sur l'agrément de nouveaux associés ou la modification des statuts, sous réserve des cas prévus par la loi. Elles ont notamment pour objet l'augmentation et la réduction du capital, la modification de l'objet social, de la dénomination ou du siège social, la fusion avec une autre société, ou la transformation en société d'un autre type.

Elles ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social pour le consentement aux cessions de parts à des tiers,
- à la majorité représentant au moins les trois quarts du capital social pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 17 : Approbation et Publicité des Comptes

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe et le rapport de gestion établis par le gérant sont soumis à l'approbation de l'associé unique, ou des associés réunis en assemblée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

EB

CC

2) - Publicité des comptes

Conformément à l'article 44-1 nouveau du décret sur les sociétés commerciales, la société doit déposer en double exemplaire au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social de la société dans le délai d'un mois à compter de l'assemblée d'approbation des comptes :

- les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes,
- la proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée et la résolution d'affectation votée. En cas de refus d'approbation, une copie de la délibération de l'assemblée doit obligatoirement être déposée dans le même délai.

ARTICLE 18 - Affectation des Résultats

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé un vingtième pour constituer le fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'effectuer à la dotation de tous fonds de réserves facultatifs, ordinaires et extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les parts, proportionnellement à leur montant. Les pertes, s'il en existe sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction. En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable dans les mêmes conditions qu'en cas de pluralité d'associés.

ARTICLE 19 : Paiement des Dividendes

Les modalités en sont fixées par l'assemblée générale, ou par l'associé unique. La mise en paiement doit avoir lieu dans les neuf mois au maximum après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce sur requête, et à la demande des gérants.

ARTICLE 20 : Dissolution - Liquidation

A l'expiration de la société, en cas de dissolution, la liquidation est faite par le gérant en fonction, ou à défaut, par tout liquidateur désigné par l'associé unique ou les associés.

Les liquidateurs ont alors tous pouvoirs pour réaliser aux conditions qu'ils acceptent, l'actif de la société, et éteindre son passif. Le boni de liquidation, s'il en existe après remboursement du montant nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés au prorata de leurs parts sociales.

ARTICLE 21 - Jouissance de la Personnalité Morale

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce.

EB

CC

ARTICLE 22 : Frais

Les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses conséquences seront supportés conjointement et solidairement par les associés, au prorata de leurs apports avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce. A compter de l'immatriculation, les frais seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices, et au plus tard dans un délai de cinq ans.

ARTICLE 23 : Publicité et Pouvoirs

Conformément à la loi, un avis de constitution de la présente société sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. Pouvoirs sont donnés au porteur des présentes pour l'immatriculation.

ARTICLE 24 : Actes accomplis pour le Compte de la Société en formation

Un état des actes accomplis ou à accomplir pour le compte de la société en formation, avec le détail de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

Fait le 19 Juillet 1991

A CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS, en autant d'exemplaires que requis par la loi.

"to et approve"

"Look up above"

Shawville

DECLARATION DE CONFORMITE

Nom de la Société : AUTOMARCHE DU THYMERAI
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 50.000,00 Francs.
Siège Social : Zone Industrielle Saint-Arnoult
28170 CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Eric BLANVILLE, né le 19/07/65 à MEUDON (92)
demeurant 7, Route de Verneuil à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI 28170

d'une part,

Madame Christelle COURBE, née le 06/06/68 à CHARTRES (28)
demeurant 7, Route de Verneuil à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI 28170

d'autre part,

Agissant en qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée AUTOMARCHE DU THYMERAI, en cours de formation, à l'appui de la demande d'immatriculation au Registre du Commerce de CHARTRES qu'ils déposent, et, conformément aux lois en vigueur, affirment qu'ont été effectuées les opérations suivantes en vue de constituer régulièrement ladite société.

Les statuts ont été établis en date du 19 Juillet 1991, par acte sous seing privé, dans le nombre d'exemplaires requis par la loi, et contenant les énonciations exigées par la loi.

La société a pour objet, en tous pays, Import/Export, par toutes voies directes ou indirectes, même sous forme de participations : Achat, Vente, Remorquage de véhicules et matériels divers, et plus généralement toutes opérations techniques, industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières et foncières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement, et ce en tous pays.

Le siège social est situé Zone Industrielle Saint-Arnoult 28170 CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI.
La durée est fixée à 99 ans à dater de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce.
Le Gérant est Monsieur Eric BLANVILLE, demeurant 7, Route de Verneuil à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI 28170.

Le capital est fixé à 50.000,00 Francs, divisé en 500 parts de 100,00 Francs chacune, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

Les apports ont été faits exclusivement en numéraire, pour la somme totale de 50.000,00 Francs.
Conformément aux dispositions légales, ladite somme a été déposée dès avant ce jour au Crédit Agricole situé à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI, sur un compte bloqué, ouvert au nom de la société en formation, sous le numéro

La publication légale a été faite dans le journal

L'état des actes accomplis et à accomplir pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts.

En conséquence des déclarations qui précèdent, la constitution de la société a été effectuée en conformité de la loi et des règlements en vigueur.

Fait en triple exemplaire, à CHATEAUNEUF-EN-THYMERAI,
Le 19 Juillet 1991.

